

Préfecture  
Service de la Coordination et du  
Soutien Interministériels  
Bureau de l'environnement

Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement

## **CHANGEMENT D'EXPLOITANT n° A6437**

La préfète des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le code de l'environnement et notamment son article R. 181-47 ;

**VU** le tableau constituant la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 16 juillet 2021 portant nomination de Monsieur Xavier MAROTEL, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**VU** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°3259 du 24 août 1999 relatif à la création d'une déchetterie sur la ZI de LONGCHAMP à CERIZAY ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 mai 2022 portant délégation de signature à Monsieur Xavier MAROTEL, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**VU** la déclaration du 4 mai 2015 par laquelle la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais a fait part de la reprise à son nom de l'exploitation susvisée ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### **DONNE RÉCÉPISSÉ**

À la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais, domiciliée au 27 boulevard du colonel Aubry – BP 90184, sur la commune de BRESSUIRE (79 304) cedex, du transfert à son nom de l'arrêté préfectoral n° 3259 du 24 août 1999 relatif à la création d'une déchetterie sur la ZI de LONGCHAMP à CERIZAY, exploitée en dernier lieu par le Syndicat Mixte du Val de Loire.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 3259 du 24 août 1999 susvisé sont applicables à vos installations.

Je vous rappelle que, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement, « toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration ».

NIORT, le 26 JAN. 2023

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'X' followed by a long horizontal stroke.

Xavier MAROTEL